

Prochains mouvements dans la haute magistrature : le nouveau garde des Sceaux suivra-t-il la pente des nominations ultra-politiques à la Taubira ?



Quelques nominations importantes dans la haute magistrature devraient prochainement intervenir. Parmi celles-ci, le poste-clé de directeur des Affaires criminelles et des Grâces actuellement détenu par un proche de François Hollande.

Avec Gilles Gaetner

Jean-Jacques Urvoas, à l'occasion des nominations prochaines dans la haute magistrature, va-t-il poursuivre le chemin emprunté par sa prédécesseur Christiane Taubira qui avait promu des membres du Syndicat de la magistrature ou au contraire fera-t-il abstraction de l'étiquette syndicale dans ses choix ? La réponse devrait venir très vite pour la nomination du prochain directeur de l'Ecole nationale de la magistrature. Son titulaire actuel, Xavier Ronsin, promu en 2012, alors qu'il était procureur de Nantes - où il eut à connaître le quintuple meurtre de la famille de Ligonnès et l'assassinat de Laetitia Perrais - devrait en effet rejoindre la Cour d'appel de Rennes comme premier président où il succèdera à Philippe Jeannin qui part en retraite. Ronsin connaît cette ville de Rennes, puisqu'il y a été en poste comme avocat général. Unanimentement apprécié par ses pairs, le nouveau premier président de Rennes a beaucoup insisté durant son mandat pour inculquer la culture du doute aux jeunes auditeurs de justice qui avaient souvent en tête la triste affaire d'Outreau. Qui va donc lui succéder ? Aujourd'hui, ce sont les deux directeurs adjoints, membres du Syndicat de la magistrature, qui tiendraient la corde.

Le nouveau garde des Sceaux est-il prêt à donner son feu vert pour l'une de ces hypothèses ? La réponse devrait arriver très vite. Une autre nomination fait l'objet de toutes les attentions : celle du directeur des Affaires criminelles et des Grâces (DACG) dont le titulaire, Robert Gelli, que l'on dit proche de François Hollande, devrait partir. Direction, en principe : la prestigieuse cour d'appel de Versailles où il devrait être promu procureur général. Peu après l'arrivée de Hollande à l'Elysée en mai 2012, Robert Gelli, faut-il le rappeler, au purgatoire à Nîmes depuis dix ans, avait été promu procureur de la République à Nanterre en lieu et place de Philippe Courroye, contraint de partir pour cause de sarkozysme. Aujourd'hui, la DACG, si elle ne semble plus être la tour de contrôle qui impulse la politique pénale du gouvernement, reste néanmoins un formidable poste d'observation et surtout une mine pour son directeur qui sait, à peu près en temps réel, l'état des dossiers politico-financiers instruits ou en passe de l'être sur l'ensemble du territoire national. En cette période où les affaires prospèrent, c'est toujours très utile. Urvoas, qui n'a pas la réputation d'être sectaire, souvent apprécié par une partie de la droite quand il présidait la commission des Lois à l'Assemblée nationale, aurait peut-être intérêt à nommer à la tête de la DACG un technicien plutôt qu'un politique.

Deux autres importants directeurs d'administration centrale, proches de Christiane Taubira, nommés par elle, devraient également partir sous d'autres cieux : Isabelle Gorce, ancienne présidente du tribunal de grande instance de Troyes, qui devrait quitter la Pénitencière tandis que Catherine Sultan, directrice de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, la PJJ, qui fut des années durant, juge des enfants appréciée à Créteil, devrait quitter ses fonctions. Là aussi reste à savoir si leurs deux successeurs, choisis par Jean-Jacques Urvoas, se situeront ou non dans la ligne de l'ancienne garde des Sceaux.